Le suicide : éléments de réflexion dans une perspective protestante

Réflexions de François Clavairolly, Président de la Fédération protestante de France,

le 27 janvier 2016

1) Avant d'indiquer le plan de mon intervention, je voudrais introduire mon propos par les citations, à mes yeux importantes, de deux penseurs de la tradition protestante, et rappeler ensuite une proposition de définition de l'éthique, afin d'ouvrir la discussion.

Ces deux citations sont significatives d'un processus interprétatif et critique et elles s'inscrivent dans un long cheminement de pensée qui prend naissance dans les origines de la Réforme mettant en question une compréhension des dogmes que l'on prend encore, parfois, pour intangibles et ouvrant à une lecture critique des textes.

La première citation est de Dietrich Bonhoeffer, théologien, professeur et pasteur allemand résistant au nazisme et exécuté sur ordre de Hitler dans le camp de Flossenbürg en Bavière. Il écrit ceci dans son recueil intitulé « Ethique » où il passe en revue toute une série de questions, et notamment celle de la mort et de la dignité humaine :

« Lorsqu'un malade incurable constate que son état et les soins qu'il requiert entraînent la ruine matérielle et psychique de sa famille et qu'il délivre celle-ci par sa libre décision, on ne pourra le condamner ». Nous sommes en 1940-1943.

L'autre citation est celle du théologien suisse Karl Barth, dans sa dogmatique, 3^{ème} volume, tome 4, 1951-1964 en français :

« La vie n'est pas le souverain bien... Ne convient-il pas d'envisager que se tuer n'est pas forcément un crime, mais qu'il s'agit d'une action qui peut être accomplie dans la foi et dans la paix avec Dieu ? ».

Et voici donc maintenant, pour ouvrir ce moment de partage, une proposition de définition de ce que pourrait être l'éthique, dans une perspective protestante, selon le philosophe Ricoeur, qui aide à penser, bien au-delà des cercles chrétiens, par ses écrits et ses propos, afin d'articuler un discours raisonnable. Je veux rappeler par cet adjectif « raisonnable » que le discours religieux, autrement dit que les propos théologiques et éthiques que vous entendez en ce moment même et qui proviennent de ce temps axial de la Réforme et des Lumières, comme du temps de la théologie et de la philosophie du XX^{ème}, ces propos se rangent du côté de la raison critique en même temps que du discernement de la foi. C'est que, comme son étymologie le suggère, le religieux est ce qui nous invite et nous provoque parfois à relire les textes fondateurs – religere - pour y puiser des ressources vives par l'acte raisonnable de la lecture et de l'interprétation, ici par une herméneutique chrétienne.

Voici la citation : « L'éthique est comme la visée particulière de la vie bonne, avec et pour autrui, et dans des institutions justes. »

Nous retrouvons alors dans cette définition le triple souci de soi, d'autrui et de l'institution, autrement dit le souci, la préoccupation de la cité et de l'exercice de la responsabilité personnelle et commune des citoyens dans l'organisation d'un vivre ensemble où chacun, à équidistance de la loi, puisse assumer sa liberté. Le fait que nous puissions vivre ce questionnement sur le suicide qui concerne à la fois chacun de nous sur le plan intime et presque familial, mais aussi sur le plan associatif, professionnel, institutionnel, législatif et politique, en particulier dans ce lieu qui nous accueille, ce fait signe bien la pertinence de ce propos du philosophe. L'éthique comme visée est alors comprise, en protestantisme, comme élan, dynamique, interpellation jamais éteinte, possibilité toujours rappelée, promesse inaccomplie, mais toujours en vue de l'inscription dans la société de gestes et de pratiques pour le bien de tous. L'éthique n'est jamais, autrement dit, déroulement d'une casuistique particulière et exclusive, ni agencement conforme de prescriptions déduites d'une doctrine contenue et comme concentrée dans un texte, et qu'il faudrait déconcentrer, en quelque sorte au gré des situations, diluer ou dérouler progressivement selon les circonstances afin d'en donner impérativement l'image d'une linéarité ou d'une continuité. L'éthique, comme le rappelle Olivier Abel, ne répond pas à certains problèmes sans en soulever d'autres, dont elle n'a pas encore la solution. Chaque éthique a donc ses limites, et à vrai dire, il n'y a pas de morale qui réponde à toutes les questions : et par conséquent, la conversation démocratique est ici requise et nécessite d'affronter des dissensus, des discordes, et finalement, en fin de dialogue, des consensus différenciés qui aboutissent à la production de la loi commune. La question du suicide, d'intime qu'elle est, bien évidemment, contient en fait une réalité d'ordre public, collectif, concernant toute la société. Elle est question politique, et, en l'occurrence, elle concerne la politique de santé de notre république. Les chiffres, s'il fallait encore s'en persuader, en témoignent de façon tragique.

II) Voici le plan simple de ce qui va suivre :

Le suicide est placé sous le double signe du malheur des hommes et d'une promesse ; le suicide contient une question vive au sujet de la dignité de la personne ; le suicide assisté pourra être un risque personnel et collectif d'une liberté toujours imprenable.

1) Le suicide est placé sous le double signe du malheur et de la promesse. Le malheur comme piège affreux et douloureux duquel le suicidant est convaincu qu'il ne saurait se sortir indemne et dont il va décider, paradoxalement, de s'échapper par la mort. Le malheur faisant comprendre ou percevoir de la vie, soit à cause de circonstances extérieures, soit à cause de la maladie et de la souffrance, qu'elle n'est plus qu'un piège ou une impasse. Mais dans ce malheur est cependant contenue une promesse. Et c'est ce que je veux souligner aujourd'hui. C'est la promesse selon laquelle ne viendra pas à coup sûr pour les proches, ou pour le survivant en cas d'échec de son geste, le temps d'une souffrance et d'une culpabilité infinies, jamais éteintes ou jamais pardonnées, ou pire taraudées par ces questions terribles : « Que n'avons-nous pas entendu ou perçu comme détresse à son sujet, que n'avons-nous pas fait ou pas dit pour qu'il ne passe pas à l'acte ? » ou encore « Pourquoi ai-je fait cela contre ma propre vie ? Pourra-t-on me pardonner un jour, pourrai-je me pardonner ? » etc.

La bible, à l'égard du suicide, reste sobre et finalement laisse chacun juge : le roi Saül veut, par exemple, mourir en héros, au moment d'un combat qu'il est en train de perdre. Et même s'il demande qu'un de ses officiers le tue avant la défaite, avant qu'il soit fait prisonnier, avant qu'il soit piégé et donc humilié en tant que roi, ce geste qu'il fera lui-même en se jetant sur son épée, lui sera imputé comme un acte de gloire. Je doute pourtant qu'un simple soldat qui se tuerait au moment de perdre, ne soit lui aussi considéré tel un héros. Injustice de rang (ou de classe) jusque dans la mort ! En tout cas, ici, point de condamnation dans le récit, d'un tel geste fatal.

De même, Judas, dans le récit de l'évangile, n'est condamné par quiconque. A l'inverse de Pierre qui n'est pas pris de remord alors qu'il vient sans vergogne de renier son maître, Judas veut revenir sur sa décision et rendre l'argent de la trahison, il veut faire marche arrière, mais il ne se pardonnera pas son geste ni n'attendra aucun pardon et il se perdra lui-même. Judas est plongé, piégé lui-aussi dans son malheur, et il s'y noiera, comme Jésus l'avait pressenti au moment du dernier repas en disant, sans le nommer, d'ailleurs : « Malheur à cet homme par qui le Fils de l'homme est livré ! Mieux eût-il valu pour lui qu'il ne fût pas né, cet homme-là »

Le suicide est un geste, comme je le disais, placé sous le signe du malheur. Non pas de la malédiction, car alors Dieu prononcerait un verdict de jugement, mais, pour employer un mot qui n'existe pas et qui dit exactement l'inverse de la béatitude, Judas est sous l'emprise d'une « malheuritude » qui l'enferme et il se perd lui-même, seul, dans sa propre nuit d'une responsabilité trop lourde à porter et que personne ne veut partager autour de lui.

Ici, toutefois, peut se faire jour malgré tout une promesse, au cœur-même de ce malheur, et c'est possible, dans le cas d'une personne majeure, en phase avancée ou terminale d'une maladie incurable, qui demande à bénéficier d'une assistance médicalisée pour terminer sa vie dans la dignité. La proposition est alors celle d'une écoute, d'un accompagnement et d'une assistance. - Et la promesse de n'être pas seul. - La promesse d'une altérité qui ouvre un champ inédit d'action, fait de cheminement intérieur et de retrouvailles avec soi et avec autrui, avec le monde. - La promesse d'une traversée du malheur qui ne soit pas malheur absolu, au sens étymologique du mot, c'est-à-dire un malheur à vivre dans la plus pure solitude, sans lien avec qui que ce soit, « ab-solu ». Il devrait donc exister un suicide qui ne soit pas exclusivement le geste de la solitude ou de l'abandon.

La médecine trouverait ou retrouverait alors à ce moment précis l'une de ses vocations fondamentales qui n'est pas seulement de soigner –ou de guérir- mais qui est, comme je le disais à l'instant le geste d'une écoute, d'un accompagnement et d'une assistance. Et elle assumerait cette triple vocation avec la société toute entière.

Toute demande de mettre fin à ses jours doit donc être entendue comme un appel. Toutefois, il est extrêmement difficile de déterminer dans quelle mesure cette demande est destinée à durer. Nombreux sont les cas où une attention affectueuse et un accompagnement de la personne dans ses différents besoins ont abouti à un apaisement réel et à la fin de la demande.

Actuellement, la société dans son ensemble - et cela concerne en particulier les soignants qui ont une responsabilité particulière - est perçue comme devant apporter aide et soutien. Un changement de la loi, autorisant à donner ou à faciliter la mort, ne pourrait qu'ébranler la confiance que la personne peut faire à son entourage. Elle pourrait même susciter chez certains, par souci de ne pas peser sur les leurs ou même la société, une sorte de « devoir » de quitter la vie.

En outre, le poids des contraintes économiques qui prennent une place toujours plus grande dans notre société – et dans notre système de soins - laisse craindre la possibilité de dérives qu'il est facile d'imaginer. Le conseil de la FPF considère donc, au regard des trois possibilités concrètes au cœur de notre réflexion sur l'assistance médicalisée pour une fin de vie que sont l'euthanasie, la sédation terminale et le suicide assisté, qu'il serait regrettable et dangereux que l'euthanasie soit dépénalisée et inscrite d'une manière ou d'une autre dans la loi.

Une telle affirmation n'empêche pas toutefois de prendre au sérieux la possibilité, dans des cas extrêmes, de répondre à la demande du patient d'une assistance médicalisée pour une fin de vie par ce qu'on appelle maladroitement une sédation terminale. Par cette assistance médicalisée s'exprimera, dans le discernement commun et dans la confiance réciproque, non seulement la reconnaissance de la dignité et de la volonté du patient, mais aussi et surtout la pleine solidarité du corps social tout entier qui accompagne un de ses membres jusqu'à la fin, solidarité de la famille, des proches et du corps médical. C'est dans cet esprit que la FPF avait salué positivement le projet de loi Claeys-Léonetti.

Mais une loi ne pourra jamais répondre à tous les cas de figure et on peut imaginer que des situations demeureront dans lesquelles les soignants pourront en conscience penser qu'accéder à la demande d'une personne qui souhaite mourir, sera la seule réponse possible. S'il est important que cela demeure une transgression de la loi, il l'est plus encore d'être attentif à la singularité de chaque situation, et d'accompagner les patients, leur entourage, les médecins et le personnel soignant dans ces moments ultimes, où la conscience de chacun est engagée.

2) En effet, nous croyons que la vie est donnée par Dieu, qu'elle n'est pas sacrée en elle-même et qu'elle prend sa pleine signification selon le cadre relationnel dans lequel elle s'inscrit. C'est à protéger ce cadre que la loi doit veiller ; et c'est à le rendre toujours plus vivant et respectueux de chacun que nous voulons contribuer aujourd'hui. C'est enfin ce sens que nous comprenons ce qu'est la dignité humaine : une dignité fondée sur la liberté imprenable de la personne, certes, et impliquant le respect du choix de vie qu'elle veut faire, le moment venu, mais aussi une dignité qui ne vient pas seulement de la personne elle-même mais qui dépend de la grâce de Dieu, reçue et accueillie en même temps que la vie, une grâce à laquelle le croyant peut donc s'abandonner de manière consciente et paisible.

3) Ce dont nous parlons, dès lors, est moins la possibilité du suicide assisté que de l'assistance de la personne par autrui, par le corps social, au suicide, ou plus exactement l'assistance à l'interruption volontaire d'un processus mortel largement engagé, et où il s'agit moins de se donner la mort que d'abréger une mort déjà là, non choisie mais trop douloureusement subie.

Cette assistance répondant, en y mettant fin, à l'absolue solitude d'un geste malheureux, par un choix éthique humble, libre et responsable.

François Clavairoly

27 janvier 2016